

Comprendre le divorce entre les Français et le président de la république

Rarement la côte de popularité d'un président sortant n'aura été aussi faible. Il s'agit donc d'essayer de comprendre, comment après une élection triomphale cinq ans plus tôt, l'opinion des Français a pu se retourner aussi violemment.

Le président de la république est l'aboutissement – la caricature – de la bourgeoisie capitaliste, dévouée au culte de l'économie de marché. Dans ce monde, où mêmes les rapports entre les personnes sont régis par l'économie de marché, toutes les actions réalisées dépendent du rapport de force entre les protagonistes. La moindre parole est calculée d'un point de vue *marketing* en fonction du gain qu'elle peut procurer sur le marché de l'électorat. On apprend en philosophie qu'un acte est moral quand il se suffit à lui même, ici il n'y a pas d'acte moral, rien est innocent, y compris dans la vie la plus intime. La sincérité, l'objectivité, l'idéologie n'existent pas, car le seul moteur demeure la recherche de l'intérêt privé, soit l'égoïsme. Le concept de démocratie n'a pas non plus de sens, parfois elle semble apparaître, mais ce n'est qu'une résurgence d'un rapport de force assez équilibré. Ainsi, le président exprime à l'auditoire ce qu'il souhaite entendre, en usant de la rhétorique avec talent, et agit en fonction des desiderata des puissants. Il en résulte des discours et des actes contradictoires en fonction du public, des circonstances et du lieu. De plus, ses difficultés à anticiper l'avenir le précipite dans une terrible angoisse du futur qui se traduit par une sur-agitation quand les événements surviennent. C'est sous cet angle qu'il faut comprendre son manque d'aptitude à gouverner et sa mythomanie chronique.

On peut donc être surpris qu'un tel personnage ait réussi à convaincre les français, son profil étant bien éloignée de la tradition humaniste de la république française. Pour comprendre il faut remonter au référendum sur la constitution où une grande partie des élites a été lassée par l'incompétence du peuple à choisir son destin. Face à la déception du quinquennat de Chirac, et à cet affront, ils ont décidé d'opérer un virage radical afin de raccrocher le vieux wagon français à la locomotive américaine en soutenant massivement le candidat de l'UMP et en brisant les clivages habituels. Et le peuple a fini par suivre. Mais ces élites n'étaient éclairées que par des bougies blafardes, et ils n'ont pas vu la lumière poindre avec l'arrivée de la crise des sub-primes. Le système américain s'est alors essoufflé et son attractivité s'est effondrée. Ironie de l'histoire, après soixante ans de résistance au modèle anglo-saxon, il aura fallu que la France finisse par s'engager dans cette voie pour que ce système s'effondre l'année suivante.

Parmi les nombreuses décisions aberrantes prises pendant le quinquennat, on peut retenir trois fautes graves, symptomatique de l'aveuglement du gouvernement.

La première concerne la dévalorisation du travail. Avec la stagnation des salaires et l'augmentation des prix, en particulier ceux de l'immobilier, on assiste au retour des travailleurs pauvres, ce que l'on appelait jadis le prolétariat. Certes, la précarité ne date pas du quinquennat, mais elle restait jusqu'à présent réservée aux personnes à temps partiel. Désormais, une famille avec un SMIC ne peut plus vivre sans assistance, en particulier pour le logement. Cette dévalorisation du travail par rapport au capital est une rupture profonde avec l'idéal républicain.

La deuxième faute concerne le renforcement du communautarisme. Les citoyens sont désormais appréhendés d'abord en fonction de leur religion, de leur couleur de peau, de leur catégorie sociale (jeune, fonctionnaire, artisan, musulman, banlieusard, ...) plutôt qu'en fonction de leurs individualités. L'individu s'efface devant la communauté. Il est en effet plus aisé de maîtriser le « *marché électoral* » en le divisant en quelques groupes simples, dont les représentants se trouvent plus facilement maîtrisables et où les jalousies inter-corps demeurent faciles à attiser via des amalgames peu glorieux. Cette politique s'avère dramatique dans le domaine religieux où le

sentiment d'appartenance est renforcé. Il en découle une baisse des mariages exogames et une augmentation des tensions inter-communautaires. C'est là aussi une rupture avec la laïcité à la française.

Enfin, la dernière faute concerne le creusement considérable des déficits publics, via des baisses d'impôts dédiées aux plus riches et financées par de la dette. Le déficit de l'État atteint désormais une telle proportion que la spirale de la dette pourrait s'enclencher. Les marges de manœuvre se réduisent d'autant plus que le renflouement des banques, qui étaient à l'agonie il y a deux ans, a été réalisé sans aucune contrepartie. La souveraineté du pays pourrait s'en retrouver fortement menacée.

La république française se retrouve désormais profondément blessée par ce quinquennat. Espérons que les français ne se laisseront pas duper une deuxième fois par des promesses alléchantes, qui couvrent l'ensemble du spectre électoral, et se tourneront majoritairement vers le candidat socialiste. Ce dernier, en plus de posséder les compétences requises, semble le plus à même de faire preuve de courage. Et avoir du courage en politique ce n'est pas agir contre l'avis du peuple pour les puissants, mais contre les puissants dans l'intérêt du peuple.